



Plan d'action en entrepreneuriat 2022- 2025

Mémoire de la MRC des Sources 2021

10 SEPTEMBRE 2021

**MRC des Sources
Développement économique**

La MRC des Sources a pour mission de favoriser la création et le maintien des entreprises sur son territoire. Elle a pour défi de soutenir la vitalité entrepreneuriale des communautés rurales et de stimuler l'entrepreneuriat en région.

Afin d'atteindre ses objectifs et de relever ses défis, la MRC des Sources a lancé une vaste enquête au cours des deux dernières années auprès des entreprises de son territoire. Les données collectées ont aidé à cibler les interventions répondant aux besoins des entrepreneurs et des entreprises.

Cet exercice a permis de collecter des renseignements permettant de brosser un portrait des entreprises que ce soit au niveau :

1. de la main-d'œuvre ;
2. de l'économie circulaire ;
3. de l'agroalimentaire ;
4. du développement ; et
5. de l'accompagnement.

Le contenu du présent mémoire est soutenu par les données collectées et par l'expérience terrain de nos conseillers aux entreprises.

1. Quels sont les principaux défis et obstacles auxquels sont confrontés les entrepreneurs du Québec ?

Tout comme dans le reste du Québec, les entreprises de la MRC des Sources font elles aussi face à la problématique du plein emploi. Plus de 63 % des entreprises ayant participé à notre enquête ont répondu qu'elles prévoyaient recruter du personnel dans les deux prochaines années. Si des solutions ne sont pas mises en place à court terme, la pénurie que nous vivons présentement risque d'avoir des impacts négatifs majeurs sur la rentabilité des entreprises.

Mis à part le besoin de main-d'œuvre, les principaux défis et obstacles suivants ont été mentionnés par les entrepreneurs :

1. Développement des marchés et exportation ;
2. Transfert d'entreprise (succession, vente et acquisition) ;
3. Financement ;
4. Ressources humaines ;
5. Recherche et développement.

Ces données sont appuyées par l'expérience terrain des conseillers de la MRC. Ces derniers soulèvent aussi les défis et les obstacles suivants :

1. Le manque d'entrepreneurs pour assurer la relève ou le démarrage de nouvelles entreprises ;
2. Le manque d'aide à la mise de fonds ;
3. Le manque de soutien financier dans le réseau pour assurer un accompagnement adéquat post-financement ou lors du démarrage d'entreprises ;
4. La difficulté à développer des marchés ;

-
5. Le manque de soutien concernant le développement durable et l'économie circulaire ;
 6. Le manque de rentabilité des entreprises agricoles ;
 7. Le manque de soutien financier aux entreprises agricoles pour lesquelles leurs dirigeants y travaillent qu'à temps partiel ;
 8. Avoir accès à des spécialistes internes dans les PME pour répondre à des besoins spécifiques ;
 9. Les problèmes d'approvisionnement, de rupture de stock et du coût du transport outremer (défis associés grandement à la pandémie);
 10. Le manque de connaissances diversifiées des actionnaires de PME ou d'un dirigeant est problématique lorsque cette lacune n'est pas comblée par des coactionnaires complémentaires ou des employés spécialisés.

2. Parmi ces défis et obstacles, lesquels devraient retenir l'attention du gouvernement de façon prioritaire et pourquoi ?

À chaque décennie son défi. Il va sans dire que pour les prochaines années les entrepreneurs devront faire preuve de créativité afin de passer au travers de la crise économique dans laquelle la pandémie les a mis. Ils devront savoir se renouveler sur bien des aspects, mais surtout sur le développement de nouveaux marchés et sur les stratégies de mise en vente (surtout dans le secteur du commerce et services). Ils auront aussi à faire preuve d'innovation pour composer avec le manque de main-d'œuvre.

Main d'œuvre

Selon les secteurs, l'impact de la pandémie pourrait grandement fragiliser de 30 à 50 % des entreprises et causer la fermeture de plusieurs d'entre elles, entraînant des pertes d'emplois importantes. Bien que diversifiée, l'économie de l'Estrie se caractérise par la forte présence de secteurs particulièrement vulnérables tels que les secteurs du bioalimentaire et du tourisme.

Avec le déconfinement graduel de l'économie, on constate que 90 % des entreprises du territoire ont moins de 50 employés et ne disposent pas de toutes les ressources internes requises pour faire face aux défis de la relance économique.

La pénurie de main-d'œuvre actuelle contraint les entreprises à ralentir leurs opérations puisqu'elles ne disposent pas des employés nécessaires afin de pousser leurs opérations au maximum. Il est donc possible d'affirmer que, même si leurs carnets de commandes sont pleins, elles se voient obligées de diminuer leurs offres de services. Cet aspect doit être traité de façon prioritaire par le gouvernement puisqu'il impactera la vitalité économique du Québec.

Malgré la possibilité pour certains secteurs d'activités d'avoir recours à de la main-d'œuvre internationale, le traitement des demandes pour obtenir les autorisations nécessaires est trop long. Le gouvernement du Québec se doit de faire des efforts afin de raccourcir considérablement ce délai. Il est aussi à noter que le traitement des demandes est beaucoup plus court dans les autres provinces rendant ainsi les entreprises québécoises peu alléchantes pour la main-d'œuvre étrangère.

Relève (manque d'entrepreneur et d'argent pour mise de fonds)

Avec le vieillissement de la population, la moyenne d'âge des entrepreneurs est considérablement grandissante. Plusieurs entreprises auront besoin de relève d'ici cinq ans. Présentement, les repreneurs ne sont pas si faciles à trouver et ceux avec une mise de fonds suffisante encore moins. Rares sont les propriétaires qui préparent et planifient leur relève. Cela apporte des difficultés qui auraient pu être évitées lors du transfert.

Développement de nouveaux marchés et stratégies de mise en vente (surtout pour le commerce de détail pour concurrencer avec les géants du WEB)

La crise du Covid a accentué la tendance du commerce en ligne et des sites transactionnels. Nos entreprises sont mal outillées pour y faire face et beaucoup de petites entreprises n'ont pas de sites transactionnels.

Au niveau des entreprises manufacturières, elles ont plus de facilité à investir en recherche et développement qu'en commercialisation. De plus, elles sous-estiment la plupart du temps les coûts liés à la commercialisation et manquent souvent de structures et de moyens à ce niveau.

3. Quelles pistes de solution devraient être soutenues ou mises en œuvre pour répondre à ces défis et obstacles et ainsi soutenir le développement de l'entrepreneuriat au Québec ?

Relève

Puisque l'un des enjeux au développement de l'entrepreneuriat semble être lié au transfert des entreprises, il semble primordial que l'on instaure dès un jeune âge la fibre entrepreneuriale. Que ce soit par le maintien des programmes entrepreneuriaux au primaire et secondaire que par l'organisation de rendez-vous de l'entrepreneuriat abordant des thèmes tels que :

- a) La présentation distincte d'entrepreneurs ayant réussi dans leurs entreprises ;
- b) La présentation des organismes de développement, des fonds de financement dédiés à certaines filières spécifiquement et des institutions bancaires faisant du financement ;
- c) La présentation d'astuces et de stratégies pour monter un projet d'affaires et faire des prévisions financières.

Le manque de fonds est l'un des enjeux au développement d'entreprises. Des concours régionaux, complémentaires aux Défis OSEntreprendre, dont la bourse serait une mise de fonds pourraient être envisagés en guise de solution.

Main d'œuvre

En ce qui concerne la main d'œuvre, plusieurs solutions peuvent être mises de l'avant telles que :

1. Mieux soutenir et raccourcir le délai de traitement pour le recrutement d'employés à l'international ;
2. Offrir une bonification aux retraités qui retournent sur le marché du travail ;

-
3. Donner plus d'incitatifs aux étudiants afin qu'ils choisissent des métiers qui sont en pénurie.

De plus, il est important que le gouvernement continue à encourager l'automatisation via les crédits d'impôt à l'investissement C3i en les prolongeant au-delà du 31 décembre 2022.

Développement de nouveaux marchés et stratégies de mise en vente (surtout pour le commerce de détail pour concurrencer avec les géants du WEB)

Les nouveaux produits et services constituent les éléments vitaux de toutes les entreprises. Investir dans le développement de nouveaux marchés n'est pas un luxe. Maintes entreprises ont dû ou devront se recréer afin de passer au travers de la crise économique engendrée par la pandémie. L'un des enjeux, surtout en ce qui concerne le secteur du commerce et services, est de rejoindre les consommateurs là où ils se trouvent, c'est à dire à la maison. Les entreprises doivent faire face à des géants du WEB comme Amazon, c'est un peu David contre Goliath. L'instauration d'actions soutenant les entreprises commerciales au niveau des ventes est essentielle à leur survie. Le gouvernement devrait accentuer son aide pour la mise en place de sites WEB transactionnels et injecter des fonds dans des stratégies WEB.

Une chose est certaine, peu importe la ou les pistes de solution retenues, le gouvernement se doit de mettre sur pied des mesures donnant non seulement des résultats à court ou moyen terme, mais aussi à long terme.

4. Quelle contribution peut apporter votre organisation pour relever les défis ou aplanir les obstacles définis ?

La MRC des Sources offre un accompagnement individualisé aux entreprises. Elle travaille de pair avec les partenaires régionaux afin de constituer des programmes satisfaisant les besoins des entreprises de son territoire. En ce moment, en plus de bonifier certaines de nos actions auprès des entrepreneurs, nous développons aussi des pratiques permettant de leur offrir un service efficient :

1. Programme de mentorat pour les nouveaux entrepreneurs soutenus par des gens d'affaires expérimentés ;
2. Procédures de suivi pour bien accompagner les entreprises en démarrage ;
3. Entente de service avec différents intervenants sur le territoire de l'Estrie (CDRQ, cours lancement d'entreprise, CQI, Créavenir, Écoleader, Femmessor, IA7, etc.) ;
4. Mise sur pied d'une liste de consultants soutenant les entrepreneurs dans leurs activités quotidiennes (production, site web transactionnel, marketing et vente, ressources humaines, comptabilité, etc.) et ce, en fonction du type d'entreprise (manufacturière, agricole, touristique, culturelle, commerce et services) ;
5. Mise en place d'un projet de partage d'une professionnelle en ressources humaines pour les entreprises ne pouvant se payer cette main-d'œuvre à temps plein ou nécessitant des services à temps partiel ;
6. Service d'accompagnement sur les stratégies de l'économie circulaire permettant de réaliser des synergies entre les entreprises au niveau des ressources matérielles et immatérielles. Maximiser les connaissances des offres et des demandes des entreprises pour les aider à se compléter.

-
7. Création d'un lieu (GYMA21) de rencontre et de travail intersectoriel au cœur de la MRC favorisant la créativité, l'innovation, le maillage et la formation.

5. Quelles seraient les meilleures pratiques qui pourraient être mises de l'avant par le gouvernement afin de mieux appuyer l'entrepreneuriat au Québec ?

1. Intégrer des programmes sur l'entrepreneuriat au secondaire et au primaire afin de stimuler la fibre entrepreneuriale.
2. Mettre plus de fonds et d'aides disponibles pour les coopératives de consommateurs, de producteurs, de travail, de solidarité et de travailleurs actionnaires.
3. Mettre en place des programmes de subvention en lien avec la formation pour le démarrage d'entreprise. Il serait intéressant d'élargir le programme STA à tous ceux qui veulent démarrer une entreprise et qui désirent investir du temps pour se former (cours de lancement d'entreprise).
4. Offrir des tests par des firmes spécialisées afin de voir le potentiel entrepreneurial des individus qui veulent se lancer en affaires.
5. Défis de complémentarité des fonds (ex : IQ 50 % non appariable). Laisse peu de place pour les organismes d'appuyer certains projets. Augmenter la contribution gouvernementale au maximum.

6. Avez-vous d'autres éléments, propositions ou solutions novatrices dont vous aimeriez nous faire part afin d'améliorer le soutien aux entrepreneurs ?

1. Mettre en place des programmes subventionnés afin de mettre sur pied des projets de partage de ressources pour les PME (spécialistes en ventes, en productivités, ressources humaines, etc.).
2. Assurer le maintien d'un réseau d'accompagnement en économie circulaire sur les territoires afin de maximiser les connaissances sur les ressources matérielles et immatérielles et ainsi favoriser les synergies entre les entreprises.
3. Accroître la capacité d'approvisionnement de proximité des entreprises.
4. Soutenir financièrement des postes d'accueil et immigration.